



**Evènement de lancement
Semaine européenne des PME 2012**

« Les outils essentiels de l'Union européenne pour soutenir l'internationalisation des PME »

E – Documentation

I. Financements européens

Décision N° 1982/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 relative au **septième programme-cadre de la Communauté européenne** pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (2007-2013)

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:412:0001:0041:FR:PDF>

Règlement (CE) N° 1906/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 définissant les **règles de participation** des entreprises, des centres de recherche et des universités pour la mise en oeuvre du **septième programme-cadre de la Communauté européenne** et fixant les règles de diffusion des résultats de la recherche (2007-2013)

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:391:0001:0018:FR:PDF>

Décision N° 1639/2006/EU du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 2006 établissant un **programme - cadre pour la Compétitivité et l'Innovation**. (2007 to 2013)

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/oj/2006/l_310/l_31020061109en00150040.pdf

Décision N° 743/2008/EU du Parlement européen et du Conseil du 9 Juillet 2008 sur la participation de la Communauté à un **programme de recherche et de développement** entrepris par plusieurs États membres, **visant à soutenir les petites et moyennes entreprises qui exercent des activités de recherche et de développement (EUROSTARS)**

<ftp://ftp.cordis.europa.eu/pub/fp7/art169/docs/eurostars.pdf>

Guide des financements UE pour la recherche et l'innovation (*"New Practical Guide to EU Funding opportunities for Research and Innovation competitive European Regions through Research and Innovation"*)

http://ec.europa.eu/research/regions/documents/publications/new_practical_guide.pdf

II. Lutte contre les retards de paiement dans les transactions commerciales : le cadre réglementaire

➤ Le cadre européen

La directive du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2011:048:0001:0010:FR:PDF>

Règlement (CE) N° du 924/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant les paiements transfrontaliers dans la Communauté et abrogeant le règlement (CE) N° 2560/2001

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:266:0011:0018:FR:PDF>

Règlement (CE) n° 44/2001 DU Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32001R0044:FR:HTML>

➤ **Le cadre national**

Projet de loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales

- portant transposition de la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et

- portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard (Document parlementaire 6437) - Déposé à la Chambre des Députés le 10 mai 2012

http://www.chd.lu/wps/PA_1_084AIVIMRA06I4327I10000000/FTSByteServletImpl/?path=/exp/ort/exped/sexpdata/Mag/111/184/111803.pdf

Loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

- portant transposition de la directive 2000/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et

- abrogeant la loi modifiée du 23 juin 1909 ayant pour objet de faire courir de plein droit l'intérêt en faveur des créances de l'artisan et du détaillant et la loi du 22 février 1984 relative au taux de l'intérêt légal.

<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2004/0066/a066.pdf#page=2>

La loi du 13 mars 2009 les procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges, dont le but est de simplifier, d'accélérer et de réduire les coûts du recouvrement de certaines créances en matière civile et commerciale.

<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2009/0050/a050.pdf#page=2>

III. Le titre exécutoire européen pour les créances incontestées

Base légale

Le Règlement (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées, **tel que modifié par le Règlement (CE) n° 1869/2005 de la Commission du 16 novembre 2005 remplaçant les annexes du règlement (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées**

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32004R0805:FR:HTML>

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32005R1869:FR:HTML>

Résumé de la procédure d'obtention du Titre exécutoire européen (TEE)

Ce document sera téléchargeable sur le site Web de la Chambre de Commerce (www.cc.lu), avec les interventions des orateurs.

IV. L'injonction de payer européenne

Base légale

Règlement (CE) n° 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32006R1896:FR:HTML>

Formulaires types d'injonction de payer européenne

Formulaire A - Demande d'injonction de payer européenne

Formulaire B - Demande, adressée au demandeur, de compléter et/ou rectifier la demande d'injonction de payer européenne

Formulaire C - Proposition, adressée au demandeur, de modification d'une demande d'injonction de payer européenne

Formulaire D - Décision de rejet d'une demande d'injonction de payer européenne

Formulaire E - Injonction de payer européenne

Formulaire F - Opposition à l'injonction de payer européenne

Formulaire G - Déclaration constatant la force exécutoire

Ces formulaires sont accessibles à partir des liens Internet suivants

→ Atlas Judiciaire européen en matière civile et commerciale

http://ec.europa.eu/justice_home/judicialatlascivil/html/epo_filling_lu_fr.htm

→ou Portail e-Justice européen

https://e-justice.europa.eu/content_european_payment_order_forms-156-fr.do

V. Le règlement des petits litiges

Base légale

Règlement (CE) N° 861/2007 du Parlement Européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32007R0861:FR:HTML>

Formulaires types dans le cadre procédure européenne de règlement des petits litiges

Formulaire A - Formulaire de la demande ;

Formulaire B - Demande de la juridiction visant à ce que le formulaire soit complété et /ou corrigé ;

Formulaire C - Formulaire de réponse ;

Formulaire D - Certificat relatif à une décision rendue dans le cadre de la procédure européenne de règlement des petits litiges.

Ces formulaires sont accessibles à partir des liens Internet suivants

→ Atlas Judiciaire européen en matière civile et commerciale

http://ec.europa.eu/justice_home/judicialatlascivil/html/epo_filling_lu_fr.htm

→ou Portail e-Justice européen

https://e-justice.europa.eu/content_small_claims_forms-177-fr.do

VI. La médiation civile et commerciale

Base légale

La Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:136:0003:0008:Fr:PDF>

Loi du 24 février 2012 portant

- introduction de la médiation en matière civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile;

- transposition de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale;

- modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- modification de l'article 3, paragraphe (1), point 1. de la loi du 3 août 2011 portant mise en application du règlement (CE) ° 4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile; et

- modification des articles 491-1 et 493-1 du Code civil.

<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2012/0037/2012A0396A.html?highlight=m%C3%A9diation%22civile%22et%22commerciale%22>

Le règlement grand-ducal du 25 juin 2012 fixant la procédure d'agrément aux fonctions de médiateur judiciaire et familial, le programme de la formation spécifique en médiation et la tenue d'une réunion d'information gratuite

<http://www.legilux.public.lu/rql/2012/A/1700/A.pdf>

VII. Publications

Chambre de Commerce

- Dossier Médiation « *l'Autre manière de résoudre les conflits* », in Merkur septembre 2012 ;
- Article à paraître in le Merkur, octobre 2012 : « *le reflexe médiation* » ;
- Conférence filmée "*La nouvelle loi sur la médiation et le monde du travail* " mercredi 27 juin 2012 peut être visualisée en suivant ce lien
http://www.cc.lu/autres-services/manifestations/detail/?user_ccagenda_pi1%5BshowUid%5D=138

Chambre des Métiers

- Fiche de synthèse : « *Le recouvrement d'une créance transfrontalière* » ; in cahier du droit n^o 7, Recouvrement de créances.
<http://www.cdm.lu/entreprise/conseils-aux-entreprises/gestion-juridique-commerciale/recouvrement-de-creances>
- Informations juridiques sur : « *La médiation civile et commerciale* » : Avantages - Procédure - Loi applicable - Compatibilité médiation/recours judiciaire - Comment demander une médiation ?
<http://www.cdm.lu/entreprise/conseils-aux-entreprises/mediation-civile-et-commerciale>

Centre de Médiation civile et commerciale

Brochure : « *La Médiation au service des citoyens et des entreprises* »

Coordonnées Centre de Médiation civile et commerciale
1-7 rue St. Ulric
L-2651 Luxembourg
Tel : +352 27 85 42 1
Fax : +352 27 85 42 -317
E-mail info@centre-mediation.lu
Site Internet : <http://www.cmcc.lu>

Bureaux
Cité Judiciaire
Plateau St. Esprit, Bât. TL
Luxembourg

Liste de médiateurs agréés au Luxembourg

http://www.cmcc.lu/sites/default/files/Liste_mEDIATEURS.pdf

Réseau Judiciaire européen en matière civile et commerciale

Guide pratique pour l'application du règlement exécutif au titre exécutoire européen

http://ec.europa.eu/civiljustice/publications/docs/guide_european_enforcement_order_fr.pdf

Recueil Dalloz

Le titre exécutoire européen (TEE)

Dalloz, 2005, n^o 39, 3 novembre, chronique, p. 2707, note de Karl H. Beltz